



Communiqué de l'union départementale des syndicats CGT des Bouches-du-Rhône

**« Quand une démocratie est malade, le fascisme vient à
son chevet mais ce n'est pas pour prendre de ses
nouvelles. »**

Le 19 février 2026, lors du débat télévisé en présence des principaux candidats à la mairie de Marseille, la candidate de la droite et du centre a revendiqué la devise de l'Etat Français pétainiste, anti républicain, antisémite et collaborationniste : travail-famille-patrie.

Le 22 février 2026, Aurore Bergé, ministre déléguée à l'Égalité femmes-hommes a affirmé au micro d'Europe 1/CNews/Les Échos que « LFI c'est un parti anti-France », reprenant ainsi un slogan de l'Action française, organisation politique anti-républicaine, anti-dreyfusarde, antisémite, raciste et xénophobe, slogan repris par la France de Vichy contre les juifs et les forces de la Résistance.

Rappelons ici que l'ancien ministre de l'intérieur candidat à l'élection présidentielle a déclaré que « l'État de droit » n'était ni « intangible » ni « sacré ».

Alors que le néolibéralisme débridé fait exploser les inégalités partout dans le monde, que des puissances prédatrices décident de s'affranchir des règles du droit international, que les discours et idées de l'extrême droite se banalisent et que l'administration Trump intervient directement en soutien des différents partis d'extrême droite pour déstabiliser les démocraties, en Europe mais aussi en France (Cf. Affaire Epstein /Bannon / Rassemblement National), nous assistons à une offensive des formations politiques de la bourgeoisie et du patronat contre les forces politiques et sociales qui se sont toujours inscrites dans les valeurs républicaines de Liberté- Égalité- Fraternité

Cette campagne infamante vise les forces politiques et sociales dont l'attachement à la Démocratie se manifeste tous les jours par leurs luttes contre les inégalités, contre les discriminations, pour l'égalité des droits et la liberté de revendiquer, pour la justice fiscale, sociale et environnementale.

Nous assistons à une offensive politique et médiatique qui prend appui sur l'événement tragique que constitue la mort, lors d'une rixe, du militant d'extrême droite Q. Deranque.

Cette campagne infamante est menée par certains élus et responsables politiques mais aussi par des ministres qui se transforment en procureurs dans une volonté manifeste d'alimenter la confusion sur la séparation des pouvoirs, malmenant un peu plus l'État de droit tout en essayant de mettre en accusation les forces politiques et sociales progressistes : ce sont ces dernières qui participeraient par la violence verbale à la violence physique, ce sont ces dernières qui ne seraient plus dans « l'arc républicain ».

Est-il besoin de rappeler ici les déchaînements contre les juges qu'ont suscité les condamnations pénales de Sarkozy et Le Pen, respectivement pour association de malfaiteurs et détournement de fonds publics ?

Ce faisant, nous assistons au renversement des faits, à l'inversion des causes et des conséquences, et à l'émergence d'une réalité alternative, fabriquée, assénée, diffusée ou relayée par des politiciens, un patronat et des médias de masse qui dressent un tapis rouge à l'extrême droite.

L'UD CGT 13 rappelle ici que c'est l'extrême droite qui est à l'origine de l'immense majorité des actes de violence physique y compris des assassinats motivés par une idéologie politique en France.

L'extrême droite a tué 58 personnes en France depuis 1986.

Samedi 21 février 2026, escortés par la gendarmerie et la police, 3000 néo-fascistes – des royalistes des identitaires et des néo-nazis- appartenant à des groupes ultra-violents ont défilé dans les rue de Lyon, au premier rangs desquels des multi-condamnés pour racisme, négationnisme, violence.

« Demain les grandes “démocraties” pourraient bien ranger l'antifascisme au magasin des accessoires. D'ores et déjà, ce mot magique, qui a fait se lever les travailleurs contre l'hitlérisme, est considéré par elles comme indésirable dès qu'il sert de ralliement aux adversaires du système capitaliste en soi. » écrivait Daniel Guérin en 1945.

L'union départementale CGT 13, forte de son histoire et de son engagement pour l'émancipation appelle l'ensemble des organisations démocratiques à réaffirmer que oui, résolument, nous sommes toutes et tous antifascistes !

Marseille le 24/02/2026